

# POUR LES FAIRE CÉDER : C'EST MAINTENANT QU'IL FAUT LUTTER !

## LA LOI TRAVAIL C'EST TRAVAILLER PLUS POUR GAGNER MOINS... QUAND T'ES PAS AU CHÔMAGE

Voilà qui résume bien le projet de loi El Khomri. Ce ne sont pas les « concessions » gouvernementales qui vont changer la logique de ces mesures destinées à satisfaire les aspirations du patronat. Pire, certaines « avancées » comme le compte personnel d'activité (CPA), dont se targue la CFDT, contient en germes le retour au livret ouvrier en instituant un fichage généralisé des salarié·e·s. Tout ça relève d'une comédie bien orchestrée : les syndicats jaunes signent les accords en ayant obtenu des « concessions », le MEDEF fait semblant de râler et le gouvernement se présente comme l'arbitre impartial défendant l'intérêt général. Vaste fumisterie.

## L'OBJECTIF DE LA LOI : SE RETROUVER SEUL·E FACE À SON PATRON

La loi travail renverse la « hiérarchie des normes » en donnant la primauté aux accords d'entreprise par rapport aux accords de branche et au code du travail. Les accords d'entreprise pourront être moins favorables aux salarié·e·s que les accords de branche ou que le code du travail. On va vers une « uberisation » du travail : des salariés atomisés et « libres » de définir les termes de leurs contrats avec leurs employeurs. Pour celles et ceux déjà concerné·e·s par des oppressions et des chantages liés au patriarcat et au racisme, c'est l'assurance d'une aggravation de ces violences.

L'histoire sociale montre qu'isolé·e·s, les salarié·e·s sont perdant·e·s face aux aspirations antagonistes des patrons. C'est au contraire la reconnaissance d'intérêts communs entre salarié·e·s, le sentiment d'appartenance à une même classe, qui permettent aux salarié·e·s de mener des luttes collectives, solidaires et d'arracher des droits aux patrons et à l'État. Ce projet de loi poursuit précisément le but inverse. Il s'agit de détruire ce qu'il reste des conquêtes sociales arrachées durant le vingtième siècle par les salarié·e·s afin de donner tout pouvoir aux patrons.

## NOTRE OBJECTIF : UNI·E·S À LA BASE FACE À L'ÉTAT ET AU PATRONAT

Il n'y a pas de fatalité. Souvenons-nous des luttes contre le plan Juppé en 1995 et contre le CPE en 2006 qui ont fait reculer les gouvernements. Face au rouleau compresseur libéral, la solution se trouve dans la construction du rapport de force, sur des bases de classe et de masse. Nous devons construire un mouvement fédérant salarié·e·s, précaires, chômeuses/eurs, étudiant·e·s, lycéen·ne·s, apprenti·e·s pour stopper la régression sociale et le gouvernement dans ses aspirations sécuritaires (État d'urgence, lois « anti-terroristes »).

Pour gagner, il faut renouer avec des méthodes plus offensives comme les occupations des lieux de travail, les blocages des centres économiques névralgiques, etc. Il faut aussi et surtout que les grèves deviennent massives, qu'elles s'étendent et s'ancrent dans la durée pour augmenter le rapport de force de façon décisive.

Pour étendre le mouvement, construisons un mouvement uni à la base, avec ceux et celles qui ne veulent plus subir. C'est par l'autogestion de nos luttes que nous pourrons rester uni·e·s et impulser nous-mêmes le mouvement sans dépendre du rythme des bureaucraties syndicales.

## L'AUTOGESTION DES LUTTES AUJOURD'HUI... ET DE TOUTE LA SOCIÉTÉ DEMAIN

Cette lutte contre la loi Travail doit lancer un mouvement social de classe qui a pour projet la transformation directe de la société et ne la délègue plus aux politiciens. C'est à partir des mouvements sociaux que doit se construire la gestion directe et égalitaire de la société, de la production et de la distribution des biens et des services. Dès maintenant, au sein des luttes, faisons l'apprentissage de décider et gérer collectivement les mobilisations ; pour demain, prendre en charge le fonctionnement de la société débarrassée du capitalisme et de l'État.